

EXERCICE N° 4

C. TPI du Luxembourg, 8^{ème} Ch., 19 avril 2017.

Faits

L'architecte s'est vu confier la construction de 5 logements sociaux / La réception provisoire est intervenue en 2006 / En avril 2007, le maître de l'ouvrage dénonce des problèmes au niveau des châssis dans plusieurs appartements (châssis fendus, infiltration d'eau par temps de pluie) / Une citation est lancée en 2016 / Le maître de l'ouvrage fonde son action sur base de la responsabilité décennale (vices graves susceptibles de porter atteinte à la stabilité ou à la solidité des bâtiments) / Pas de dépôt de rapport technique (expertise) , seul un reportage photographique attestant de l'existence d'entrées d'eau est produit.

Décision du Tribunal

Sans recourir à l'expertise, le Tribunal a estimé : que “pour que la responsabilité décennale puisse être mise en œuvre, il revient non seulement au maître de l'ouvrage d'établir l'existence d'un vice de construction ou du sol, mais encore un vice présentant une certaine gravité.” / qu'il n'est pas démontré que le vice dénoncé est un vice susceptible de progressivement porter atteinte à la solidité de l'ouvrage / que des infiltrations d'eaux limitées aux menuiseries extérieures ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la solidité du bâtiment / que l'action du maître de l'ouvrage sur base de la responsabilité décennale est non-fondée.

1- Pourquoi le Juge a rejeté le recours du maître d'ouvrage ?

Prière de répondre à la question en y fournissant une justification et de me l'envoyer sur mon adresse mail (à travers votre déléguée).